« J'aurais désiré l'omission de ces mots « il fait partie de la Confédération » : ils ne devraient pas se trouver dans une Constitution destinée à régler seulement nos rapports avec le Souverain. Aujourd'hui ces mots ne peuvent rester isolés.

« ... .. La mention de nos rapports avec la Confédération germanique ne se trouvait pas dans notre Constitution de 1841. ... .. Notre charte nouvelle n'avait pas besoin d'être plus explicite que la première sur nos relations avec l'Allemagne, qui sont indépendantes de la Constitution.

« Il n'existe plus de Confédération germanique telle que les traités l'avaient conçue. Qu'était-elle en effet ? Une alliance offensive et défensive, la garantie pour les Etats confédérés de la sécurité extérieure et intérieure contre toute agression du dehors et du dedans.

« Le principe de la souveraineté pleine et entière pour chaque Etat restait intact, et la Confédération ne pouvait s'immiscer dans les rapports intérieurs : c'est ce que la Diète proclamait elle-même le 11. 8. 1817. Est-ce bien là cette situation d'aujourd'hui, où l'on veut une union entière d'Etats, la fusion des Etats, la souveraineté non plus partout, mais à Francfort en réalité ? » (27)

A l'article 2, qui traite de l'appartenance du Grand-Duché à la Confédération Germanique, c'est le texte suivant d'une motion Richard, mais rédigé par Charles Metz, qui fut adopté à l'unanimité.

« Dans l'espérance que le Parlement allemand mû par de généreux sentiments, ne prendra aucune mesure qui puisse attenter à la nationalité luxembourgeoise ou aux droits qui font l'objet des réserves votées le 28 avril dernier, l'Assemblée invite les députés luxembourgeois à prendre part aux travaux du Parlement allemand dans l'intérêt commun, sans qu'ils soient obligés de protester davantage, quoi qu'il arrive. » (28)

Une intéressante discussion s'engagea autour de l'article 53 dans lequel la Commission des Quinze voulait voir figurer pour l'électorat un cens de 10 francs. Au cours de la séance du 21 juin, M. Hardt demanda la suppression du cens et le suffrage universel. Voici comment lui répondit Charles Metz qui, à ce moment, n'était pas encore le premier socialiste luxembourgeois avant la lettre :

« L'intérêt de celui qui possède réclame sa liberté individuelle et la conservation de ce qu'il peut posséder. Celui qui ne possède pas, veut, outre sa liberté, le moyen d'améliorer sa position par le travail. Ces intérêts peuvent être satisfaits en appelant tous ceux qui ne paient pas moins de 10 francs de contributions. Le nombre des électeurs sera plus que doublé. La majorité des électeurs seront ceux de 10 à 20 francs, qui ont aussi besoin de leur travail et qui composent la classe moyenne, dont l'influence serait diminuée par le suffrage universel. Celui-ci sera en faveur du prolétaire ou du riche industriel qui dispose de beaucoup d'ouvriers. Laissons d'abord l'expérience juger du suffrage universel en France ... .. On a tort de montrer la